

FUTURS PROCHES

LIBERTÉ, INDÉPENDANCE ET IMPÉRIALISME AU XXI^e SIÈCLE

NOAM
CHOMSKY



LUX

FUTUR PROCHE

FUTURS PROCHES

NOAM CHOMSKY

FUTURS PROCHES

Liberté, indépendance et impérialisme au XXI^e siècle

*Traduit de l'anglais par
Nicolas Calvé*



Déjà parus dans la collection « Futur proche »

- Normand Baillargeon et Jean-Marc Piotte (dir.), *Au bout de l'impasse, à gauche. Récits de vie militante et perspectives d'avenir*
- Gaétan Breton, *Faire payer les pauvres. Éléments pour une fiscalité progressiste*
- Gaétan Breton, *Tout doit disparaître. Partenariats public-privé et liquidation des services publics*
- Gaétan Breton, *La dette : règlement de comptes*
- Jean Bricmont, *L'impérialisme humanitaire. Droit humanitaire, droit d'ingérence, droit du plus fort ?*
- Noam Chomsky, *Comprendre le pouvoir*
- Francis Dupuis-Déri (dir.), *Québec en mouvements. Idées et pratiques militantes contemporaines*
- Andrea Langlois et Frédéric Dubois (dir.), *Médias autonomes. Nourrir la résistance et la dissidence*
- Luc Rabouin, *Démocratiser la ville. Le Budget participatif : de Porto Alegre à Montréal*
- Razmig Keucheyan, *Hémisphère gauche. Une cartographie des nouvelles pensées critiques*

© Lux Éditeur, 2011, pour la présente édition

© Haymarket Books, Chicago, 2010

Titre original : *Hopes and Prospects*

Image de la couverture : Yagi Studio

© Collection Photodisc / Getty Image

Dépôt légal : 1^{er} trimestre 2011

Bibliothèque et Archives Canada

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

ISBN 978-2-89596-104-8

Ouvrage publié avec le concours du Programme de crédit d'impôt du gouvernement du Québec. Nous reconnaissons l'aide financière du gouvernement du Canada par l'entremise du Programme d'aide au développement de l'industrie de l'édition (PADIE) pour nos activités d'édition.

Avant-propos

Les essais qui composent cet ouvrage ont notamment pour origine une série de conférences que j'ai données au Chili en octobre 2006. En 2009, elles ont été publiées en espagnol sous le titre *Neoliberalismo y globalización* (Temuco, Ediciones Universidad de la Frontera). J'avais l'intention de les retravailler en vue d'une publication en langue anglaise, mais je n'ai pas été en mesure de le faire avant un certain temps. Revues et augmentées début 2010, elles constituent les trois premiers chapitres du présent ouvrage. Le chapitre 4, qui ferme la première partie, est une version aussi revue et augmentée d'une vidéoconférence donnée le 24 septembre 2008 au 7^e Sommet de l'unité de l'Amérique latine et des Caraïbes de Caracas. La première partie porte donc essentiellement sur l'Amérique latine et les relations qu'entretiennent les États-Unis avec le sous-continent.

La deuxième partie consiste en un recueil de conférences et d'articles préparés en 2008 et en 2009, eux aussi mis à jour début 2010, portant sur divers sujets touchant la politique intérieure des États-Unis et les enjeux internationaux. Les premières versions des chapitres 5, 9 et 11 sont parues dans *Z Magazine*, et le chapitre 7, dans l'*International Socialist Review*. Le chapitre 12 trouve sa source dans des conférences données en octobre et novembre 2009 au Royaume-Uni et en Irlande, ainsi qu'au Boston College lors d'une commémoration de l'assassinat, le 16 novembre 1989, de huit jésuites au Salvador.

Première partie

L'Amérique latine

À qui profite la mondialisation ?

LES AFFAIRES humaines empruntent des routes infiniment variées, complexes et imprévisibles, mais il survient à l'occasion des événements qui constituent de véritables tournants historiques. Il s'en est produit plusieurs ces dernières années. En Occident, il est devenu banal de dire qu'après le 11 septembre 2001 rien ne sera plus jamais pareil. La chute du mur de Berlin, en 1989, est un autre événement ayant acquis ce statut privilégié. Il y en aurait long à dire sur ces deux exemples, tant sous leurs aspects mythiques que tangibles. J'ai cependant un épisode plus ancien en tête : les événements de l'année 1492, qui ont assurément aiguillé l'histoire du monde sur une voie radicalement nouvelle, non sans de lourdes et durables conséquences.

Les voyages de Colomb, on le sait, ont inauguré la conquête par l'Europe du continent américain, qui a eu d'atroces répercussions sur les populations autochtones, puis sur les Africains amenés en Amérique lors de ce qui fut l'un des plus sombres épisodes de l'histoire. Vasco de Gama s'est empressé d'ouvrir la voie pour amener en Afrique et en Asie « la barbarie et l'injustice des Européens », pour reprendre le triste constat d'Adam Smith à l'égard des crimes horribles commis en Inde par la Grande-Bretagne, dont l'évidence sautait aux yeux même à son époque. En 1492, également, les conquérants chrétiens ont étendu leur emprise barbare à la civilisation européenne la plus tolérante et la plus avancée de l'époque, l'Espagne mauresque (Al-Andalus), forçant les juifs à s'exiler ou à se convertir à la religion de l'Inquisition et entreprenant le grand nettoyage ethnique de la population musulmane (les Maures).

Par le fait même, ils ont détruit en grande partie la somme des savoirs classiques que les Maures avaient préservés et enrichis, un peu comme les Mongols l'avaient fait en envahissant l'Irak deux siècles plus tôt ou, pire encore, comme la coalition américano-britannique qui, en faisant la même chose au début du XII^e siècle, a provoqué l'anéantissement de trésors de la civilisation et fait toujours des ravages¹. Depuis 1492, la conquête de la majeure partie de la planète par l'Europe et ses rejets a constitué le thème central de l'histoire du monde.

On connaît bien les principaux facteurs des remarquables succès militaires de l'Europe. Parmi ceux-ci se trouve l'insalubrité, qui a provoqué des épidémies ayant décimé des populations d'Amérique dont l'état de santé était nettement meilleur que celui des conquérants². Outre les maladies, « c'est grâce à leur supériorité militaire, plutôt qu'à quelque avantage social, moral ou naturel, que les Blancs sont arrivés à créer et à maintenir, quoique pendant une brève période, la première hégémonie mondiale de tous les temps », a remarqué l'historien militaire Geoffrey Parker³. De l'Amérique à l'Asie du Sud-Est, poursuivait-il, les peuples étaient atterrés par la sauvagerie des Européens et « tout aussi horrifiés par la furie destructrice de la guerre à l'européenne ». Les sociétés conquises étaient loin d'être pacifistes, mais la brutalité des Européens leur était inédite, pas tant par ses techniques que par son esprit. La nuance que fait Parker, « quoique pendant une brève période », pourrait s'avérer fondée dans un sens beaucoup plus sombre qu'il ne l'envisageait. Des analystes stratégiques américains parmi les plus éminents et judicieux font une mise en garde contre la « ruine définitive », voire l'« apocalypse à venir », que le gouvernement pourrait provoquer s'il persiste dans son militarisme offensif⁴, sans parler de la menace imminente d'une grande catastrophe environnementale d'origine humaine.

L'écart existant aujourd'hui entre le Nord et le Sud – entre les sociétés riches et développées et le reste du monde – découle pour une bonne part de cette conquête. Les chercheurs commencent à reconnaître l'existence de données longtemps masquées par l'arrogance impériale. Ils découvrent que, à l'arrivée des Européens et bien avant, les Amériques étaient le foyer de civilisations parmi les

plus avancées du monde. Des archéologues croient que l'est de la Bolivie, pays aujourd'hui le plus pauvre d'Amérique du Sud, était le lieu d'une société riche, évoluée et complexe, comptant sans doute un million d'habitants. Ils décrivent cet endroit comme « l'un des plus grands, des plus étranges et des plus écologiquement riches milieux créés par l'homme, avec ses chaussées, ses canaux, ses grandes villes structurées, sa richesse considérable » et un paysage qu'ils considèrent comme « l'une des plus grandes œuvres d'art de l'humanité, un chef-d'œuvre ». En 1491, les Andes péruviennes étaient le berceau de l'Empire inca, l'un des plus grands du monde, dont l'échelle dépassait celles des Empires chinois, russe, ottoman ou autres, sans parler de tous les États européens, et dont les réalisations, notamment artistiques et agricoles, étaient remarquables⁵.

L'un des phénomènes les plus stimulants des dernières décennies est le réveil des cultures et des langues autochtones ainsi que les luttes des communautés pour l'obtention de droits politiques. En Amérique du Sud, les peuples autochtones ont fait des gains considérables. D'un bout à l'autre de l'hémisphère comme ailleurs, des Autochtones se regroupent pour revendiquer les droits territoriaux, civils et autres dont ils ont été privés par des États répressifs et souvent meurtriers. De tels mouvements existent même là où les Autochtones ont à peine survécu à la conquête, comme aux États-Unis, où leur population, qui atteignait peut-être sept millions d'habitants ou plus avant l'arrivée des Européens, n'était plus que de quelques centaines de milliers en 1900. Inutile de mentionner que ces questions sont tout à fait d'actualité ici même à Temuco, à la frontière du territoire mapuche.

Mon propre département du MIT a joué un rôle important dans cette renaissance, et ce, grâce aux extraordinaires travaux de feu Kenneth Hale. Outre son travail sur des questions touchant les droits des Autochtones des Amériques et de l'Australie et ses contributions essentielles à l'étude de leurs langues et à la linguistique, il a recruté des étudiants qui, vivant dans des réserves, avaient peu d'occasions de s'instruire, et s'est efforcé de les aider à obtenir leur doctorat dans un programme très exigeant, où ils ont dû présenter des exposés sur leurs propres langues d'une

finesse et d'une profondeur surpassant tout ce qui avait été publié jusqu'alors. Une fois rentrés chez eux, ils ont mis sur pied des programmes éducatifs et culturels, dont plusieurs ont pris de l'ampleur, revitalisant des collectivités marginalisées et contribuant à l'élargissement des droits de ces dernières. Je n'évoquerai ici qu'une seule de leurs réalisations spectaculaires. Au moment de la conquête, une des langues les plus importantes de Nouvelle-Angleterre était le wampanoag. La plupart des Autochtones de la région ont été déportés ou assassinés, et une prime était offerte pour leurs têtes. Ceux qui se sont rendus faute de vouloir combattre – hommes, femmes et enfants – ont été réduits en esclavage par les premiers colons anglais⁶. Le dernier locuteur connu est mort voilà un siècle. À l'aide de données textuelles et comparatives, Hale et quelques-uns de ses étudiants ont pu reconstituer la langue. La Wampanoag Jesse Little Doe, principale collaboratrice du professeur, l'a aussi apprise. Lors d'une cérémonie, elle lui a rendu hommage en wampanoag, et ce, avec aisance. Sa fille de deux ans l'accompagnait, première locutrice native de cette langue en 100 ans. Cette collectivité et sa culture ont désormais de fortes chances de s'épanouir et de trouver leur place dans la société, et peuvent être considérées comme un modèle.

À l'autre bout du monde, au moment des conquêtes européennes, la Chine et l'Inde étaient les plus importants centres commerciaux et industriels de la planète. Ces pays étaient alors bien en avance sur l'Europe en matière de santé publique et, vraisemblablement, en ce qui a trait au degré de développement et à la taille de leurs marchés. Au Japon, l'espérance de vie était probablement supérieure à celle de l'Europe⁷. L'Angleterre amorçait alors un rattrapage industriel, notamment dans le domaine du textile, en faisant des emprunts à l'Inde et à d'autres pays à l'aide de méthodes aujourd'hui qualifiées de « piraterie » et bannies des traités commerciaux internationaux imposés par les États riches sous le prétexte cynique d'instaurer le « libre-échange ».

Pour leur développement, les États-Unis ont, à l'instar d'autres États, largement fait appel à ces pratiques de « piraterie » et de protectionnisme. L'Angleterre aussi a bel et bien pratiqué une forme de piraterie, aujourd'hui considérée comme un des pires

crimes internationaux. L'un des corsaires anglais les plus admirés était sir Francis Drake. Son butin « peut à juste titre être considéré comme la source des investissements britanniques à l'étranger », a conclu John Maynard Keynes⁸.

La Grande-Bretagne a fini par adopter une forme de « libre-échange » en 1846, après que des siècles de protectionnisme et d'intervention de l'État dans son économie lui eurent donné un avantage considérable sur ses concurrents, et tout en détruisant l'économie manufacturière indienne par l'imposition de tarifs protecteurs élevés et d'autres moyens, comme elle l'avait fait auparavant pour l'Irlande. Les États-Unis n'ont adopté le libre-échange qu'un siècle plus tard, pour des raisons similaires. L'engagement libre-échangiste des deux pays était cependant clairement délimité (j'y reviendrai plus loin). Grâce, d'une part, aux interventions vigoureuses et à la violence de l'État à domicile et, d'autre part, à la barbarie et au libéralisme imposés aux régions conquises, l'Europe et ses rejets ont généralement pu s'enrichir et se développer, tandis que les autres pays étaient réduits à devenir le « tiers-monde », le Sud. Comme l'histoire est trop complexe pour qu'on la limite à quelques facteurs, considérons ceux-ci comme les plus évidents.

Ces politiques ont eu de graves conséquences, parfois étonnantes. Prenons le pays le plus pauvre des Amériques, Haïti, qui pourrait bien devenir inhabitable d'ici quelques générations. Jadis, il s'agissait sans doute de la colonie la plus riche du monde, à l'origine d'une grande partie de la prospérité de la France. En 1789, Haïti assurait 75 % de la production mondiale de sucre et était le premier producteur de coton (le « pétrole » des débuts de la révolution industrielle) et d'autres biens de valeur. L'économie de plantation, fondée sur l'esclavage, a enclenché le processus de destruction des terres arables et des forêts, qui se poursuit depuis ce temps, régulièrement exacerbé par des politiques impériales. Après y avoir amené des esclaves, les navires français revenaient d'Haïti chargés de bois d'œuvre. La destruction des forêts, d'abord causée par les maîtres français, puis due à la pauvreté, a provoqué l'érosion et d'autres dévastations. En 1804, après une lutte brutale et dévastatrice contre les armées de France et de Grande-Bretagne, qui bénéficiaient de l'appui des États-Unis, la colonie

s'est finalement affranchie de son joug, devenant le premier pays libre d'hommes libres du continent américain, 20 ans après que la société esclavagiste qui domine aujourd'hui le monde se fut libérée de sa métropole. Les Haïtiens ont payé cher le fait d'avoir commis le crime de s'être libérés. Les États-Unis se sont obstinés à ne pas reconnaître cette société libre et dangereuse jusqu'en 1862. Cette année-là, ils ont reconnu le Liberia et Haïti pour la même raison : l'esclavage était en voie d'être aboli, et on espérait pouvoir prévenir la contamination du pays par des non-Blancs en déportant les Noirs chez eux. Le projet s'est essouffé quand on a trouvé le moyen de réintroduire l'esclavage sous une nouvelle forme, la criminalisation des Noirs, qui a grandement contribué à la révolution industrielle aux États-Unis et qui s'est poursuivie jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, où l'industrie militaire avait besoin de main-d'œuvre non syndiquée. De son côté, la France a exigé d'Haïti une forte indemnité pour le punir de s'être libéré de sa cruelle emprise, un fardeau dont le pays ne s'est jamais remis. Le monde civilisé considérait alors ces représailles comme justes, et voit d'ailleurs encore les choses ainsi. Il y a quelques années, le président haïtien Jean-Bertrand Aristide a poliment demandé à la France s'il ne serait pas temps de dédommager, ne serait-ce que mesurément, les Haïtiens de cette écrasante punition. Indignée, la France s'est jointe à Washington en 2004 pour renverser le gouvernement haïtien élu démocratiquement, instituant un autre règne de terreur dans cette société meurtrie⁹.

En réalisant une enquête sur les conséquences immédiates de ce renversement, des chercheurs de la faculté de droit de l'université de Miami ont découvert « que de nombreux Haïtiens, particulièrement ceux qui vivent dans les quartiers pauvres, sont maintenant confrontés à une horreur inhumaine, les plus démunis vivant le cauchemar de lutter pour la survie dans la plus complète indigence et un cycle de violence [nourri par] les institutions censées veiller à la justice et à la sécurité ». En août 2006, la plus importante revue de médecine du monde, *The Lancet*, a publié une étude des violations des droits de la personne commises en Haïti entre le coup d'État de février 2004 et décembre 2005. On y apprend qu'environ 8 000 personnes ont été assassinées pendant

cette période, et que les agressions sexuelles étaient monnaie courante, en particulier sur des enfants : il ressort des données que 35 000 femmes et fillettes ont été violées dans la seule région de Port-au-Prince. Ces atrocités étaient essentiellement le fait de criminels, de la police nationale et des Casques bleus de l'ONU. Les chercheurs en ont relevé très peu qui soient attribuables aux forces lavalassiennes favorables à Aristide. Cette étude est passée inaperçue aux États-Unis et a été très peu commentée ailleurs¹⁰.

La pire des nombreuses épreuves infligées à la perle des Antilles depuis l'indépendance a sans doute été l'invasion commandée par Woodrow Wilson en 1915, qui a pratiquement rétabli l'esclavage, a fait des milliers de morts (15 000 selon l'historien haïtien Roger Gaillard) et a ouvert le pays à sa prise de contrôle par les entreprises américaines. Bouleversée, la société s'est retrouvée sous le joug d'une garde nationale meurtrière, formée par les États-Unis et servant les intérêts de l'élite mulâtre et blanche d'Haïti, encore plus prédatrice et rapace que ses semblables latino-américaines et s'appropriant sans vergogne l'argent des programmes d'aide au pays. Voilà l'une des grandes réussites de ce qui a traversé le temps sous le nom d'« idéalisme wilsonien ».

Les marines ont dissous le parlement à la pointe du fusil après qu'il eut rejeté la demande des États-Unis d'adopter une constitution qui permette la prise de contrôle d'Haïti par les entreprises américaines, entre autres mesures soi-disant progressistes. Il est vrai que l'occupant a tenu un référendum lors duquel ses demandes ont été appuyées à 99,9 %, avec un taux de participation de 5 %. Le caractère progressiste de ces mesures était largement reconnu. Comme l'expliquait le département d'État, les Haïtiens constituaient un « peuple inférieur », et, « pour que notre occupation soit bénéfique pour le pays et le fasse progresser, il était évident qu'un afflux de capitaux étrangers était nécessaire, et on ne pouvait s'attendre à ce que des Américains investissent dans des plantations et de vastes entreprises agricoles en Haïti sans pouvoir eux-mêmes s'approprier la terre où leur argent serait dépensé ». C'est donc au nom d'un désir sincère d'aider un peuple haïtien meurtri que les États-Unis l'ont contraint à laisser les investisseurs américains faire main basse sur le pays, grâce à une « intervention

désintéressée » menée avec une « sollicitude toute paternelle » et sans volonté d'obtenir quelque « avantage préférentiel, de nature commerciale ou autre » (*New York Times*).

Terreur et répression se sont accentuées sous le règne de la garde nationale et la dictature des Duvalier, tandis que l'élite prospérait, isolée du reste du pays qu'elle contribuait à mettre à sac. À l'arrivée de Reagan au pouvoir, l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et la Banque mondiale ont mis en œuvre des programmes visant à faire d'Haïti le « Taïwan des Caraïbes » grâce à son adhésion au dogme de l'avantage comparatif : Haïti allait importer aliments et autres biens des États-Unis, tandis que ses travailleurs, des femmes pour la plupart, peineraient, soumis à des conditions misérables, dans des usines d'assemblage de propriété américaine. Comme l'expliquait en 1985 un rapport de la Banque mondiale, cette stratégie de développement fondée sur les exportations impliquait que la consommation intérieure soit « sensiblement restreinte, afin que la nécessaire augmentation de la production se traduise en exportations ». On y mettait l'accent sur « l'expansion des entreprises privées » en spécifiant qu'il fallait « minimiser » le soutien à l'éducation et privatiser d'autres « programmes sociaux ». « Les projets privés à haut rendement économique doivent être largement soutenus » au détriment des « dépenses publiques dans le domaine social », car « il faut accorder moins de place aux programmes sociaux, qui font augmenter la consommation ». Par contraste, le développement de Taïwan, libre de toute mainmise étrangère, a été le fruit de politiques complètement différentes, qui favorisaient les investissements en zones rurales afin de stimuler la consommation et de prévenir l'apparition de flux de paysans s'entassant dans des bidonvilles, conséquence manifeste des politiques progressistes dictées à Haïti. Haïti n'est jamais devenu Taïwan. Les catastrophes survenues par la suite, y compris la destruction d'infrastructures trop fragiles par le tremblement de terre de janvier 2010, ont dans une large mesure été provoquées par l'homme : elles sont le résultat de ces politiques et de celles qui les ont suivies depuis l'invasion américaine de 1915, aggravant les calamités occasionnées par la France alors qu'elle s'enrichissait par la déprédation et la destruction de sa plus opulente colonie.

L'administration Reagan s'est montrée particulièrement satisfaite d'un « progrès encourageant » accompli par Haïti en 1985 : le parlement a adopté une loi exigeant de tout parti politique la reconnaissance de « Bébé Doc » Duvalier, le président à vie, comme arbitre suprême de la nation, déclarant hors-la-loi le Rassemblement des démocrates-chrétiens et accordant au gouvernement le pouvoir de suspendre les droits de tout parti sans justification. Le succès des programmes reaganien de « consolidation de la démocratie » a permis à cette administration de maintenir son aide militaire à ce dictateur cruel et vénal, qui démocratisait son pays de manière si efficace. Le jugement reaganien sur les progrès de la démocratie n'avait pas que du mérite. La loi a été adoptée à une majorité de 99,98 %, ce qui diffère peu des 99,9 % du temps de l'idéalisme wilsonien. Les cyniques rétorqueront qu'un tel résultat reflète le spectre des choix que les États-Unis autorisent à leurs dépendances, tandis que leur politique intérieure, elle, passe d'un extrême à l'autre.

En 1990, la première élection libre de l'histoire d'Haïti a ébranlé les politiques rationnelles imposées par Washington et les institutions financières internationales. La majorité pauvre a fait son entrée dans l'arène politique – une première – en élisant son propre candidat, Jean-Bertrand Aristide, qui a récolté les deux tiers des voix. Les observateurs en ont été surpris et ébranlés, car ils avaient porté peu d'attention à la vigueur des mouvements populaires qui s'organisaient dans les bidonvilles et les montagnes, et avaient tenu pour acquis que Marc Bazin, ancien haut fonctionnaire de la Banque mondiale soutenu par les États-Unis, monopolisant les ressources et bénéficiant de l'appui de l'élite fortunée, l'emporterait. Bazin n'a obtenu que 14 % des voix. Pendant la brève période où Aristide a été président, le flux migratoire s'est inversé : en lieu et place de personnes fuyant la terreur et la répression, refoulées par la garde côtière américaine (ou parfois transférées à Guantánamo) en violation des conventions internationales sur les réfugiés, on voyait des Haïtiens rentrer chez eux, le cœur plein d'espoir. Aux États-Unis, on a adapté la politique relative aux réfugiés en conséquence : on accordait désormais l'asile aux demandeurs puisque ces derniers fuyaient un gouvernement

démocratique n'ayant pas la faveur de Washington plutôt qu'une féroce dictature bénéficiant de son appui. Les succès d'Aristide en matière d'assainissement des finances publiques et d'allègement de l'énorme bureaucratie étaient salués par les institutions financières internationales, qui, en conséquence, fournissaient de l'aide à Haïti. Bref, la situation était alarmante : Haïti était en train de passer à la démocratie, quittant l'orbite américaine et adoptant des politiques qui répondaient aux besoins de sa majorité appauvrie plutôt qu'à ceux des riches alliés de l'Oncle Sam.

Washington a immédiatement appliqué ses procédures d'usage dans de tels cas, qui consistent à réorienter son aide vers les mouvements d'opposition dirigés par les milieux d'affaires tout en employant divers stratagèmes répondant aux critères de « promotion de la démocratie » pour nuire au gouvernement Aristide. Quelques mois plus tard, en septembre 1991, a eu lieu comme il fallait s'y attendre le coup d'État des militaires, auquel a probablement participé la CIA si l'on se fie au témoignage d'Emmanuel Constant, secrétaire général du Front pour l'avancement et le progrès en Haïti (FRAPH), milice responsable de la mort de milliers d'Haïtiens ; son extradition sera plus tard empêchée par l'administration Clinton, fort probablement parce qu'il en avait trop long à dire. En 1994, sans doute pour les mêmes raisons, les militaires américains envoyés pour rétablir Aristide au pouvoir confisqueront 160 000 pages de documents que l'administration Clinton voulait soustraire au regard du gouvernement démocratique, « pour éviter des révélations embarrassantes » sur son soutien à la junte militaire et ses efforts en vue de saper la démocratie, spéculé Human Rights Watch. La junte a mis en place un régime de terreur cruel, soutenu par Bush père et, encore plus fermement, par Bill Clinton, quoi qu'il en dise. Les échanges commerciaux entre les deux pays se sont accrus, au mépris de l'embargo décrété par l'Organisation des États américains (OEA), et la pétrolière Texaco a été discrètement autorisée à fournir du carburant aux putschistes, en dépit des directives présidentielles. Haïti étant désormais sous la botte d'une dictature meurtrière au service des nantis, la politique relative aux réfugiés pouvait revenir à la normale¹¹.

CET OUVRAGE A ÉTÉ IMPRIMÉ EN DÉCEMBRE
2010 SUR LES PRESSES DES ATELIERS DE
L'IMPRIMERIE MARQUIS POUR LE COMPTE DE
LUX, ÉDITEUR À L'ENSEIGNE D'UN CHIEN D'OR
DE LÉGENDE DESSINÉ PAR ROBERT LAPALME

Il a été composé avec L^AT_EX, logiciel libre,
par Sébastien MENGIN – www.edilibre.net

La révision du texte et la correction
des épreuves ont été réalisées
par Thomas DÉRI et Marie-Eve LAMY

Lux Éditeur
c.p. 129, succ. de Lorimier
Montréal, Qc H2H 1V0

Diffusion et distribution
Au Canada : Flammarion
En Europe : Harmonia Mundi

Imprimé au Québec
sur papier recyclé 100 % postconsommation

Dans ce livre empreint d'un sentiment d'urgence, Noam Chomsky dresse l'inventaire des horizons possibles, « menaçants » ou « exaltants », de ce jeune XXI^e siècle. Au fil d'une analyse fine des événements politiques des dernières années, il met à nu les rouages de la mécanique implacable de l'impérialisme américain, mécanique qui plonge des peuples entiers dans le désarroi. Il montre ainsi que l'indépendance politique et l'État demeurent les plus solides remparts pour la défense de la liberté.

En brossant ce portrait, Noam Chomsky explore les problèmes d'aujourd'hui : fossé grandissant entre le Nord et le Sud, exceptionnalisme aux États-Unis (qui perdure sous la présidence d'Obama), fiascos meurtriers d'Irak et d'Afghanistan, offensive israélo-états-unienne à Gaza, récentes crises financières. Chomsky ne sombre toutefois pas pour autant dans le désespoir. Il se réjouit du fait que les récentes percées de la démocratie en Amérique latine et les mouvements de solidarité internationale témoignent d'un « réel progrès vers la liberté et la justice ».

Noam Chomsky, professeur émérite au Massachusetts Institute of Technology (MIT, Boston), est un intellectuel et militant reconnu internationalement pour la profondeur de ses réflexions et sa défense radicale de la liberté et de la raison. Ses critiques de la politique internationale américaine et du pouvoir des médias ont fait école.